



## FRANCE

# Bac : Blanquer s'apprête à renforcer le contrôle continu

## ÉDUCATION

**Le ministre de l'Éducation nationale doit proposer ce lundi des aménagements à sa réforme du bac.**

Marie-Christine Corbier  
@mccorbier

On connaîtra les « recommandations » de Jean-Michel Blanquer ce lundi, indique le ministère de l'Éducation nationale. Mais la volonté du ministre de réformer le bac provoque déjà de vives réactions.

Comme nous l'écrivions avant le coup d'envoi des épreuves du bac, le ministre de l'Éducation nationale envisage de renforcer le contrôle continu. La part de 40 % ne changera pas, a-t-il annoncé la semaine dernière à l'Assemblée. Mais le contenu va évoluer. Le scénario principal est celui de la suppression des épreuves communes qui alimentent ce contrôle continu. Elles avaient été instaurées en 2018 pour apaiser certaines oppositions syndicales.

### « Le Covid a rebattu les cartes »

Mais la crise sanitaire est passée par là. Il faut « de nouvelles transformations pour que les modalités correspondent à la sérénité, à ce travail continu que nous souhaitons de tous les élèves », plaide Jean-Michel Blanquer. Les élèves de terminale, qui devaient tester ce bac nouvelle formule, ont passé cette année l'examen avec 82 % de contrôle continu et la suppression des épreuves communes. « Ce qui s'est passé pendant la crise sanitaire peut servir de jalon pour faire évoluer le contrôle continu, confie un proche du ministre. Il faut

arrêter de faire les faux culs, on sait très bien que le Covid a rebattu les cartes. »

Pour le principal syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN, la crise sanitaire est une occasion rêvée de mettre fin aux épreuves communes qu'ils voient comme des « mini-bacs » arrivant trop tôt dans l'année scolaire. D'où l'idée d'aller vers un contrôle continu intégral, avec la seule prise en compte des bulletins. A cette occasion, les coefficients des disciplines qui faisaient l'objet d'épreuves communes (enseignement scientifique, histoire-géographie, langues vivantes A et B, EPS, etc.) pourraient évoluer.

Un autre scénario complémentaire est en discussion : il consisterait à instaurer trois enseignements de spécialité en terminale, au lieu de deux aujourd'hui.

Le SNES-FSU et le SNALC sont vent debout contre le renforcement envisagé du contrôle continu. Le SNALC vient de claquer la porte du comité de suivi de la réforme du lycée. Dans un communiqué commun, les deux syndicats redoutent que Jean-Michel Blanquer « n'instrumentalise la crise sanitaire pour imposer la réforme du bac telle qu'elle avait été initialement présentée ». Avec la seule prise en compte des bulletins de notes, ils pointent aussi les risques de « pressions des familles sur les enseignants » et « l'augmentation des inégalités entre les élèves ».

La pression accrue sur les enseignants est « un vrai problème », admet Gwenaél Surel, secrétaire

général adjoint du SNPDEN. Il évoque déjà la multiplication « de vraies attestations médicales présentées par certains élèves qui, dès qu'ils ont une bonne note à leur premier contrôle, font en sorte de ne pas assister aux autres ». « Il y a un vrai travail à faire » sur la notation, indique-t-il. « Tout est prêt pour envoyer des inspecteurs et des chargés de mission nous expliquer comment bien évaluer durant l'année scolaire, cherchant à restreindre un peu plus encore notre liberté pédagogique », tonne le SNALC.

### Renforcer les options

Au-delà du contrôle continu, Jean-Michel Blanquer pourrait prôner un renforcement des options, qui seraient dotées d'un coefficient 4, supérieur à ce qui existe aujourd'hui pour le latin et le grec. Ce serait « une manière de répondre à la dispute autour des langues régionales, mais cela pourrait aussi bénéficier aux options théâtre ou cinéma », glissait Pierre Mathiot, copilote du comité de suivi de la réforme du lycée, mi-juin, au Sénat. « Les évolutions seront discutées et enrichies lors de réunions avec les partenaires sociaux qui se tiennent jusqu'au 8 juillet, tente-t-on de rassurer dans l'entourage du ministre. Les arbitrages finaux ne viendront qu'après. » ■

**La seule prise en compte des bulletins de notes risque d'accroître les pressions des familles sur les enseignants.**

